

M. Broadbent: Elle aide davantage l'Ontario.

M. Trudeau: J'admets que le gouvernement québécois ne pouvait pas limiter le programme aux produits québécois, pas plus que les Maritimes ne pouvaient le restreindre aux produits fabriqués dans la région pour la bonne raison que l'on y fabrique très peu de choses. Les députés d'en face devraient tout de même bien voir que le gouvernement québécois a porté son choix sur les secteurs susceptibles d'aider davantage l'économie québécoise que le marché commun canadien, cela saute aux yeux; et je songe notamment à la lettre dont j'ai cité des extraits et aux arguments avancés par M. Parizeau lui-même.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, l'absurdité des arguments du premier ministre est révélatrice. Ainsi, un cinquième seulement de l'ensemble des voitures achetées en Ontario sont assemblées dans cette province. Je demande au premier ministre de demander à son collègue le ministre des Finances de lui montrer et de déposer à l'intention de tous les députés l'étude sur les propositions de M. Parizeau qui a été faite par ses services. Peut-il ensuite reconnaître qu'à la suite de cette étude, le ministère fédéral des Finances en est arrivé à la conclusion que la proposition de M. Parizeau est supérieure à celle du gouvernement canadien tant sur le plan de la justice que sur le plan de l'embauche?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je ne puis accepter les prémisses de la question; le trésorier de l'Ontario ne pourrait pas les accepter non plus, d'ailleurs. Quand il a réduit la taxe sur les automobiles en Ontario il y a un an ou deux, il essayait manifestement d'aider l'industrie automobile en Ontario, et le député devrait en savoir quelque chose. Il ne disait pas: «Je ne vais pas réduire la taxe des automobiles parce que nous importons aussi...»

● (1432)

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Écoutez la réponse et peut-être la comprendrez-vous. Il ne disait pas: «Je ne vais pas réduire la taxe sur les automobiles parce que nous en importons en Ontario». Il disait: «C'est ma façon d'aider l'industrie automobile en Ontario». Il n'essayait pas d'aider les Japonais ou les Suédois: il essayait d'aider les fabricants d'automobiles de l'Ontario. Je trouve que le député devrait étudier la question, il pourrait alors la comprendre.

Questions orales

[Français]

LES TRANSPORTS

LE TRANSFERT DE CERTAINS QUAIS DE COMMUNICATION LE LONG DU FLEUVE SAINT-LAURENT—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, ma question s'adresse à l'honorable ministre des Transports.

Étant donné, qu'hier, le ministre des Finances dans son discours très détaillé a déclaré qu'il administrerait toujours en fonction du fait que le Québec est toujours partie de la Confédération, ce que j'accepte d'ailleurs, est-ce que le ministre des Transports peut dire à la Chambre si les négociations entre Québec et Ottawa, relativement au transfert de certains quais de communication le long du fleuve Saint-Laurent, ont eu un certain progrès au cours des derniers mois ou si les entretiens sont paralysés à cause des discussions sur le fameux problème de la taxe de vente? Si les négociations se continuent, est-ce que le ministre peut dire à la Chambre où on en est rendu afin que l'on puisse enfin espérer trouver une solution à ce problème?

[Traduction]

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je puis dire qu'il y a eu très peu de progrès, mais cela n'est certes relié à aucun événement récent. Cette situation prévaut depuis déjà pas mal de temps. Entre-temps, toutefois, nous faisons faire des travaux à une série de quais, sous juridiction fédérale, pour aider les régions concernées.

[Français]

M. Lambert (Bellechasse): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le président.

Je remercie le ministre de sa réponse. Je suis conscient du fait qu'on a amélioré certains quais de communication. Ma question supplémentaire est la suivante: étant donné que les habitants de l'Île aux Grues, qui est située dans la circonscription de Bellechasse, la plus belle du Canada, sont dans une situation difficile à cause des communications avec la terre ferme, et qu'il semble y avoir des difficultés de négociations pour en venir à une entente afin d'apporter des améliorations aux quais de l'Île aux Grues, est-ce que le ministre peut dire à la Chambre si, réellement, les fonctionnaires de son ministère travaillent avec ardeur afin d'apporter une solution à ce problème le plus rapidement possible, ce qui aiderait je pense à d'autres niveaux de solution dans l'ensemble du Québec, parce qu'en somme, tout le Québec est conscient de cette situation.

[Traduction]

M. Lang: Je demanderai certes à mes services d'étudier ce cas particulier.

[Français]

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire. Étant donné que le ministre des Travaux publics... je vois que le ministre est sorti de la Chambre, alors je m'excuse, j'attendrai pour lui poser la question à un autre moment.